

T-07 Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?

Source : SES.WEBCLASS.fr - résumé du COURS (par IA) – Relecture humaine

Introduction :

L'école est une institution centrale de socialisation qui transmet des savoirs, forme des citoyens et distribue les positions sociales. La question est de savoir dans quelle mesure elle remplit sa mission d'égalité des chances.

1. Les missions de l'école et la démocratisation scolaire

1.1 Les missions de l'école

L'école a une **double fonction** :

- **instance d'intégration** (transmettre des savoirs, former des citoyens libres et laïques, favoriser la cohésion sociale via la division du travail — solidarité organique selon Durkheim)
- **instrument de l'égalité des chances** (permettre à chacun, quelle que soit son origine, d'accéder à toutes les positions sociales selon son mérite).

Depuis les **lois Ferry** (1881-1882), l'école française est devenue gratuite, obligatoire et laïque. Les grandes étapes suivantes renforcent progressivement l'égalité : programmes identiques filles/garçons (1924), mixité (1965), collège unique (loi Haby, 1975), zones d'éducation prioritaire ZEP (1981), objectif de 80 % d'une génération au baccalauréat (1987), dédoublement des classes CP/CE1 en REP (2017).

1.2 La massification scolaire : une démocratisation réelle mais partielle

- La **massification** désigne l'allongement des études et l'accès d'une large partie de la population à des niveaux de formation autrefois réservés à une élite. Le taux de scolarisation à 3 ans est passé de 60 % (1970) à 98 % (2021) ; le taux de bacheliers est passé de 28 % (1980) à 86,6 % (2020) ; les effectifs du supérieur ont été multipliés par 8,6 entre 1960 et 2017.
- La **démocratisation quantitative** est réelle : tous les milieux sociaux accèdent davantage aux diplômes (les enfants d'ouvriers obtenant le baccalauréat sont passés de 41 % pour la génération 1970-1974 à 58 % pour 1990-1994).
- Mais la **démocratisation qualitative** reste incomplète : on parle de **démocratisation ségrégative** (Pierre Merle). L'accès s'est élargi mais les inégalités de réussite et d'orientation persistent.

1.3 La persistance des inégalités scolaires selon l'origine sociale

À chaque niveau, les inégalités sont visibles.

- En **primaire** : 1,5 % des fils de cadres sont en retard en 6e contre 5,8 % des fils d'ouvriers.
- Au **lycée** : les enfants d'ouvriers représentent 32,4 % des élèves en voie professionnelle mais seulement 15,3 % en voie générale (inverse pour les enfants de cadres : 7,8 % en voie pro, 36,2 % en voie générale).
- Dans le **supérieur** : 34,7 % des étudiants sont enfants de cadres contre 10,9 % enfants d'ouvriers ; plus de la moitié des élèves de CPGE sont enfants de cadres contre moins de 7 % enfants d'ouvriers.

1.4 Les inégalités scolaires selon le genre

Les **filles réussissent mieux** globalement (91,2 % de réussite au brevet contre 85,1 % pour les garçons ; 55 % des femmes diplômées du supérieur contre 45 % des hommes en 2019).

Mais leur orientation est plus restreinte : sous-représentées dans les spécialités mathématiques/scientifiques et les CPGE, surreprésentées dans les humanités, la santé et les filières menant à des emplois moins valorisés.

2. Les facteurs explicatifs des inégalités de réussite scolaire

2.1 Le capital culturel et les investissements familiaux (Bourdieu)

- Le **capital culturel** (objectivé : livres, instruments ; incorporé : modes de raisonnement, langage, références culturelles ; institutionnalisé : diplômes) est inégalement réparti selon le milieu social. L'école valorise le capital culturel des milieux favorisés — plus proche de la culture scolaire — sans le transmettre explicitement, ce qui avantage dès le départ les enfants des classes supérieures.
- Les **investissements familiaux** amplifient ces écarts : jouets éducatifs (42 % des parents de catégories supérieures contre 14,6 % des catégories populaires), cours particuliers, séjours linguistiques, aide aux devoirs. Ces pratiques sont socialement différenciées même si les familles populaires ne sont pas désengagées.

L'ambition scolaire est aussi différenciée socialement : à niveau scolaire identique, 30 % des enfants d'ouvriers bons élèves demandent une orientation en 2de générale contre 66 % des enfants de cadres. Les parents de milieux défavorisés ont moins d'informations sur les filières et sous-estiment souvent les capacités de leurs enfants.

2.2 La socialisation genrée

La socialisation différenciée des filles (patience, règles, coopération) favorise leur réussite en primaire et collège mais les pénalise dans les filières d'excellence (compétition, autonomie, initiative).

- Les filles **anticipent** les contraintes du marché du travail (plafond de verre, emplois féminisés) et du marché matrimonial, ce qui oriente leurs choix vers des formations moins sélectives mais plus compatibles avec une vie familiale future.
- L'**auto-censure** joue également : moins de confiance en elles dans les filières scientifiques du fait de stéréotypes intériorisés.

2.3 Les stratégies familiales

Pour **R. Boudon** : les familles font des **calculs coûts/avantages** différents selon leur milieu. Pour un enfant de milieu défavorisé, le coût d'études longues (financier, psychologique, social) dépasse rapidement le gain perçu. Pour un enfant de milieu favorisé, l'ambition naturelle va vers des études plus longues et plus valorisées. Cette analyse explique les différences d'orientation indépendamment des résultats scolaires.

Pour **P. Bourdieu** : les familles mobilisent leurs **ressources** (capital économique, culturel, social) pour choisir les établissements. Cela peut prendre la forme de **stratégies résidentielles** (déménagement dans un secteur d'un lycée réputé), de contournement de la carte scolaire (adresse fictive, scolarisation dans le privé : 72 % d'enfants très favorisés dans les collèges privés parisiens contre 25 % dans les collèges publics de secteur). Ces stratégies renforcent la **ségrégation sociale des établissements** et creusent les inégalités.

2.4 Le rôle propre de l'école

Pour **P. Bourdieu et R. Passeron** : l'école ne transmet pas explicitement tous ses attendus. Elle valorise des compétences implicites (langage abstrait, culture générale, rapport au savoir) que les élèves de milieux favorisés ont déjà acquises en famille. En légitimant les inégalités par le mérite, **l'école reproduit les inégalités sociales tout en les masquant derrière l'idéal méritocratique**.

Pour **R. Boudon** : **plus l'école multiplie les choix d'orientation laissés aux familles, plus les inégalités s'accroissent**, car les familles de milieux défavorisés disposent de moins d'informations et d'aspirations plus limitées.

L'école **contribue aussi aux inégalités de genre** : les enseignants interrogent davantage les garçons, les encouragent plus en mathématiques, considèrent fréquemment les filles comme « naturellement moins douées » en sciences. Ces jugements genrés deviennent des **prophéties autoréalisatrices** qui orientent les filles vers des filières moins valorisées.

En résumé : si l'école a indéniablement élargi l'accès aux diplômes (massification), la démocratisation qualitative reste partielle. Les inégalités de réussite et d'orientation persistent selon l'origine sociale et le genre, s'expliquant à la fois par les inégalités de capital culturel entre familles, les stratégies familiales différenciées, la socialisation genrée et le rôle propre de l'institution scolaire qui tend à reproduire les inégalités sociales qu'elle prétend réduire.